



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 28 MAI 2018

L'an Deux Mil Dix Huit, le lundi 28 mai à 19 heures, le Conseil Municipal de Montataire, convoqué le 22 mai Deux Mil Dix Huit, s'est réuni en séance ordinaire, place Auguste Génie, sous la présidence de monsieur Jean-Pierre BOSINO, Maire de la commune de Montataire.

**ETAIENT PRESENTS (25)** : M. BOSINO – Mme BELFQUIH - M. RAZACK – Mme BUZIN - M. KORDJANI – M. D'INCA - Mme LESCAUX- Mme DUTRIUX - M. RUFFAULT – Mme BLANQUET – Mme SATUK - Mme SAUVAGE - Mme KHACHAB – Mme REZZOUG - M. BENOIST - Mme SALOMON – M. DENAIN – Mme TOURE – M. TOUBACHE - Mme DAILLY - M. GAMBIER- Mme SALMONA - Mme MICHEL – Mme NIDALHA - M. GODARD.

**ETAIENT REPRESENTES (5)** : M. CAPET représenté par Mme Belfquih – M. BOYER représenté par M. Ruffault - Mme BOUKALLIT représentée par M. Bosino - Mme LOBGEAIS représentée par Mme Rezzoug – M. PUGET représenté par Mme salmona.

**ETAIENT EXCUSES** : M. BELOUAHCHI – M. TUIL – M. LABET

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme SATUK

\*-\*-\*

**20 – MOTION** – Rapport de Jean-Louis Borloo sur la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

### Sur rapport de Monsieur le Maire exposant,

Le 26 avril, Jean-Louis Borloo a remis au Premier Ministre le rapport « Vivre ensemble, Vivre grand, pour une réconciliation nationale » sur la situation des quartiers politique de la ville (QPV).

En France, 6 millions d'habitants sont répartis dans 1500 QPV, à l'échelle de l'agglomération Creil Sud Oise, c'est 30 000 habitants dans 5 quartiers et à Montataire, 4010 habitants dans le quartier des Martinets. Jean-Louis Borloo ajoute à ces populations, les habitants des territoires ruraux délaissés souvent confrontés à des difficultés similaires. Au total, ce sont 10 millions de nos concitoyens pour qui l'égalité républicaine réelle est une chimère.

Les constats dressés par ce rapport viennent renforcer et mettre en mots ce qui est constaté quotidiennement par les intervenants au sein des QPV : recul du droit commun, moins d'accès aux soins, moins de mobilité, plus de chômage, plus de décrochage scolaire, plus de discrimination. Pire encore, pour un certain nombre d'élus, d'éditorialistes, les quartiers dits « prioritaires » seraient un poids pour la République, un gouffre financier pour l'Etat sans résultat probant.

Le rapport dénonce ces contres vérités chiffres à l'appui : le plan de rénovation urbaine a engendré 48 milliards d'euros de travaux avec un financement de l'Etat à hauteur de 3%, mais lui a rapporté 4 milliards d'euros de TVA et 6 milliards de cotisations. A quoi il faut ajouter la création de 40 000 emplois pendant 10 ans. Le renouvellement urbain rapporte donc plus qu'il ne coûte à l'Etat.

« Les quartiers populaires ne demandent pas l'assistance, ni de financements exceptionnels, mais simplement le droit à l'égalité républicaine ».

Or le 22 mai dernier, le Président de la République, a balayé d'un revers de main le travail qui a abouti à ce rapport pour se contenter d'apporter des réponses à côté des constats. Il s'obstine à favoriser les « premiers de cordée » pour encourager sa théorie du ruissellement et créer un cercle vertueux. Ainsi, s'il a repris quelques mesures, il a laissé de côté toute la cohérence du « plan Borloo », lui enlevant ainsi tout son intérêt.

Si nous ne partageons pas l'intégralité des mesures proposées par le rapport « Vivre ensemble, Vivre grand, pour une réconciliation nationale », nous ne pouvons qu'être d'accord avec les grandes orientations, et le besoin d'action.

Ainsi, le Conseil municipal de Montataire exige que le Gouvernement accepte de discuter avec l'ensemble des acteurs des quartiers politique de la ville, et l'évaluation précise des dix-neuf programmes thématiques.

**Le conseil municipal adopte la présente motion avec 29 voix Pour et 1 Abstention.**

Acte reçu à la Sous-préfecture le :

.....

Publié ou notifié le :

.....

Le Maire certifie que le présent  
Acte a caractère exécutoire à la

Date du .....

(Loi du 22 Juillet 1982).

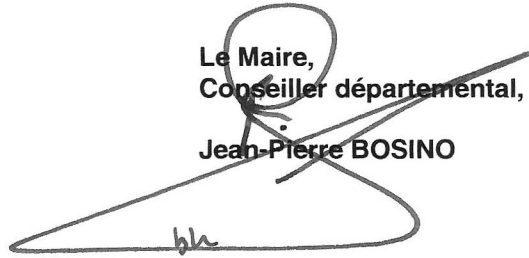
Pour le Maire, et par délégation,  
La directrice générale des services

Delphine KA

**Pour extrait certifié conforme,**

**Le Maire,  
Conseiller départemental,**

**Jean-Pierre BOSINO**

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'JPB', is written over the printed name 'Jean-Pierre BOSINO'.